



SOMMET ÉCONOMIQUE
CANADA 360°

Vers une stratégie économique nationale



Chambre de
Commerce
du Canada

Canadian
Chamber of
Commerce



Merci à nos commanditaires du rapport



Nous remercions tout particulièrement les chefs d'entreprise canadiens qui ont partagé leurs idées et leurs points de vue lors du Sommet économique Canada 360° :

L'honorable Perrin Beatty, CP, OC, président et chef de la direction, Chambre de commerce du Canada

Guillaume Bouthillier, responsable des partenariats mondiaux, Bombardier Transport

Ian Bremmer, président et fondateur du groupe Eurasia

Sean Brett, premier vice-président de l'énergie et du stockage, TC Energy

Heather Chalmers, présidente et chef de la direction, GE Canada

Chris Denys, premier vice-président, Possibilités, Solutions de santé numériques, Sun Life

Dawn Desjardins, économiste en chef adjointe, RBC

Michael Doughty, président et chef de la direction, Manuvie Canada

Greg Engel, PDG, Organigram

Ginny Flood, vice-présidente, relations gouvernementales, Suncor

Sabrina Geremia, directrice générale, Google Canada

Philippe Jetté, président et chef de la direction, Cogeco

Shannon Joseph, vice-présidente, relations gouvernementales, Association canadienne des producteurs pétroliers

Bilal Khan, associé directeur et responsable de Deloitte Data

Jackie King, Chef des opérations, Chambre de commerce du Canada

Amanda Lang, présentatrice, BNN Bloomberg

Mairead Lavery, Présidente et chef de la direction, Exportation et développement Canada

Mark Little, président et chef de la direction, Suncor

Phil Noble, président du conseil d'administration, Chambre de commerce du Canada

Tomi Poutanen, directeur de l'IA, Banque TD

James Rajotte, vice-président, relations avec les gouvernements provinciaux et municipaux Rogers Communications Canada Inc.

Rocco Rossi, président et chef de la direction, Chambre de commerce de l'Ontario

James Scongack, vice-président administratif, Affaires générales et services opérationnels, Bruce Power

Jad Shimaly, président et chef de la direction, EY Canada

Robin Silvester, PDG, Port de Vancouver

Trevin Stratton, économiste en chef et vice-président des politiques, Chambre de commerce du Canada

Karen Swager, première vice-présidente, potasse, The Mosaic Company

Peter Tertzakian, Directeur général et économiste en chef de l'énergie, ARC Financial Corporation

Garrick Tiplady, directeur général, Facebook Canada



Le 30 janvier 2020, nous avons réuni certains des plus grands chefs d'entreprise du Canada dans un but commun : trouver et développer de nouvelles idées pour stimuler notre économie.

C'est ainsi qu'est né le premier Sommet économique Canada 360°, ainsi nommé parce que nous comprenons que chaque Canadien et chaque chef d'entreprise a un intérêt dans notre avenir économique commun. Notre objectif était de rassembler une pluralité de points de vue, d'opinions et d'idées pour aider à guider la croissance et l'orientation de l'économie canadienne.

Comme toute économie dans le monde, le Canada a des défis et des avantages, et nous avons tenu compte de ces deux aspects dans nos discussions. Malgré tous nos problèmes, nous restons le peuple le plus chanceux de la planète. Notre qualité de vie est exceptionnelle. Nous disposons d'une abondance de ressources naturelles qui font l'envie du monde entier. Nous avons l'une des mains-d'œuvre les plus instruites du G7. Cependant, malgré tous les avantages dont nous bénéficions, nous ne pouvons pas les tenir pour acquis.

Nous avons posé aux chefs d'entreprise de grandes questions sur la façon dont l'économie se transforme sous nos yeux et sur la meilleure façon de positionner le Canada à cet égard. Ces discussions ont porté sur trois domaines principaux : Le déclin des niveaux de compétitivité du Canada, la place du Canada dans le monde dans une économie mondiale en évolution et le rôle du Canada en tant que nation d'innovateurs dans une économie de plus en plus perturbatrice.



Notre table ronde sur l'économie de l'innovation, à laquelle ont participé des dirigeants de Sun Life, Google Canada, Deloitte Data, Bruce Power et Facebook Canada.

Sur la base de ces discussions, le monde des affaires a identifié huit priorités pour attirer les investissements au Canada, aider à créer des emplois et à développer et renforcer nos communautés :

- Un système de réglementation qui fonctionne pour tout le monde, y compris les entreprises.
- L'infrastructure et l'innovation pour faire du Canada le pays le plus branché du monde.
- Une main-d'œuvre possédant les compétences, l'éducation et la formation nécessaires pour prospérer.
- L'accès à de nouveaux marchés partout dans le monde et l'élimination des barrières commerciales au pays.
- Un régime fiscal équitable, efficace et moderne.
- Des ressources pour aider les petites et moyennes entreprises à se développer et à réussir.
- Lutter contre le changement climatique en réduisant les émissions tout en augmentant l'approvisionnement en énergie.
- Un régime d'assurance-médicaments plus sain pour des Canadiens en meilleure santé.

Ce rapport présente ce que nous avons entendu directement des chefs d'entreprise canadiens sur les problèmes auxquels ils sont confrontés au quotidien et ce que cela signifie pour notre économie et notre pays. Le défi consiste maintenant à faire en sorte que nos gouvernements aient la vision, le raisonnement et la détermination nécessaires pour réaliser notre potentiel économique, tant au niveau national que dans nos relations avec le reste du monde. Le Canada a besoin de toute urgence d'une stratégie économique nationale globale axée sur ces priorités.



Notre table ronde sur l'économie mondiale, à laquelle ont participé des dirigeants de Bombardier Transport, Organigram, Exportation et développement Canada, le Port de Vancouver et The Mosaic Company.

La compétitivité du Canada : ce que nous avons entendu

En 2010, le Canada figurait parmi les dix premiers pays du classement de la compétitivité mondiale du Forum économique mondial (FEM). Depuis, nous avons vu un déclin constant, pour nous retrouver au 14e rang en 2019.

Le contexte économique moins favorable du Canada reflète les opinions relativement plus négatives des chefs d'entreprise sur plusieurs aspects de notre situation en matière de concurrence. Selon le FEM, le Canada se classe 26e pour la création d'un environnement politique stable pour les affaires et 38e pour la mise en place d'une vision économique à long terme. La croissance de la productivité et la croissance du PIB par habitant, la production économique par Canadien, ont été anémiques. La croissance de la productivité canadienne a divergé des niveaux américains pendant toute la décennie.

La croissance de la productivité d'une année à l'autre a été de 0,3 % au Canada en 2019, contre 1,8 % aux États-Unis. Parallèlement, le PIB par habitant du Canada a diminué de 3 % depuis 2010, alors que les États-Unis ont connu une augmentation de 35 % au cours de la dernière décennie.

Des problèmes structurels de longue date continuent à freiner la croissance. Au premier rang de ces problèmes figurent les obstacles au commerce interprovincial. Les ménages canadiens continuent d'être fortement endettés, ce qui limitera les dépenses de consommation cette année. On constate également une division des ménages canadiens, un tiers d'entre eux n'ayant aucune dette, alors qu'un tiers des ménages sont très endettés. Le nombre d'emplois non pourvus reste également résolument élevé dans un contexte de mobilité de la main-d'œuvre.

Notre table ronde des chefs d'entreprise sur la compétitivité, à laquelle ont participé des dirigeants de GE Canada, Manuvie Canada, Cogeco, Suncor et EY Canada.





Amanda Lang, de BNN Bloomberg, modérant une séance de questions et réponses avec Dawn Desjardins, vice-présidente et économiste en chef adjointe de RBC.

Qu'est-ce que cela signifie pour le Canada?

Certes, les gouvernements partagent tous l'objectif de la croissance économique, mais ils doivent être plus attentifs à la manière dont ils travaillent avec les entreprises canadiennes pour contribuer à éliminer les obstacles à l'investissement privé. Ces obstacles comprennent des systèmes réglementaires trop complexes, des restrictions au commerce interprovincial et un système fiscal lourd qui décourage l'investissement et l'expansion des entreprises. Étant donné la capacité fiscale limitée des gouvernements fédéral et provinciaux/territoriaux, la résolution des problèmes réglementaires est un moyen peu coûteux de générer de la croissance. Le Canada peut également renforcer la valeur de toutes les communautés par des initiatives comme l'augmentation des marchés publics locaux, un domaine dans lequel les gouvernements peuvent tirer des enseignements du leadership du secteur privé.

Pour réussir dans une économie en mutation, il faut aussi une main-d'œuvre canadienne plus adaptable et plus résistante. Le Canada doit faire preuve de plus de créativité dans ses

systèmes scolaires pour combler les lacunes d'aujourd'hui en matière de compétences tout en anticipant les besoins de demain. Le Canada peut renforcer la résilience économique de son système d'éducation en mettant l'accent sur la pensée critique et la créativité, en plus des compétences importantes en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STIM). Les entreprises canadiennes sont généralement moins performantes que les autres en ce qui concerne les talents et doivent améliorer en permanence les compétences de leurs employés et collaborer avec les établissements d'enseignement.

Le Canada devrait améliorer en permanence sa main-d'œuvre qualifiée en faisant venir les bons talents au Canada par le biais de l'immigration, en facilitant le rapprochement entre les talents et les entreprises sur le marché du travail et en mettant l'accent sur le perfectionnement dans une économie en mutation. Garantir aux Canadiens non assurés et sous-assurés l'accès à l'assurance-médicaments sera un facteur important pour maintenir une main-d'œuvre en bonne santé.

L'approvisionnement en énergie est également indispensable pour accroître le niveau de vie de la population mondiale. Notre défi collectif est de continuer à augmenter l'approvisionnement en énergie tout en réduisant les émissions. Alors que le rythme du commerce mondial s'accélère partout dans le monde, la capacité du Canada à exporter son énergie continue de ralentir. Par exemple, l'approbation d'un grand projet énergétique dans l'Ouest canadien prend une décennie et nécessite à plusieurs reprises des modifications pour tenir compte des changements technologiques et du marché au cours de la période d'examen.

Pour les entreprises et les décideurs politiques canadiens, il est essentiel que, dans une économie en rapide évolution, les gouvernements et les entreprises s'adaptent aux changements du marché tout en tirant parti des atouts existants du Canada. Les entreprises doivent se faire entendre davantage auprès des gouvernements et du public canadiens sur les liens entre la productivité et notre bien-être, et les gouvernements doivent être plus proactifs pour réduire les tensions dans le monde des affaires au Canada.

La place du Canada dans l'économie mondiale : ce que nous avons entendu

Une «récession géopolitique» a créé un monde «G-Zéro», où aucun pays ou groupe de pays n'a la capacité et la volonté de mener un programme véritablement mondial.

L'un des thèmes clés de ce monde G-Zéro est la relation tendue entre les États-Unis et la Chine, qui a franchi un point de basculement où les deux économies se découpent et où un mur de Berlin économique émerge. Le cas d'Apple est un exemple de divergence économique entre les États-Unis et la Chine, la société n'étant pas susceptible de s'implanter à long terme sur le marché chinois en raison de son incompatibilité avec l'approche de la gouvernance chinoise.

Les États-Unis semblent désintéressés à jouer leur rôle traditionnel de puissance mondiale, comme le montre l'évolution des alliances mondiales. L'influence de la Chine s'avère particulièrement efficace en Asie du Sud-Est, en Amérique latine et en Europe du Sud-Est. Par ailleurs, la Chine continue de poursuivre avec détermination son initiative de la nouvelle route de la soie, sans grande résistance de la part des États-Unis.

Parallèlement, nous assistons à un changement dans la répartition des pouvoirs au Moyen-Orient, car les États-Unis ne dépendent plus de la région pour leur énergie. Compte tenu des menaces que représentent l'Iran et le terrorisme, le récent plan de paix au Moyen-Orient annoncé par le président Trump offre désormais à Israël et aux pays arabes du Golfe une plus grande marge de manœuvre pour coopérer sur des problèmes communs.

Ce vide de pouvoir mondial permet à des acteurs mal intentionnés d'agir. Les pays industrialisés occidentaux continueront à être exposés aux défis posés par la Russie et la Corée du Nord, notamment à leurs efforts pour continuer à semer la discorde, compte tenu de leur tolérance élevée à l'égard des comportements à risque.

L'incertitude géopolitique et économique mondiale a continué à peser sur l'économie en 2019. Les guerres commerciales entre les États-Unis et la Chine et Brexit ont été deux des événements les plus importants. Bien que ces deux enjeux aient été résolus dans une certaine mesure vers la fin de l'année, la croissance pour

2019 a été inférieure à 3 % au niveau mondial. La croissance mondiale aurait été encore plus faible sans la réaction rapide des banques centrales. L'incertitude persistera en 2020, avec un début d'année difficile en raison des tensions au Moyen-Orient et du coronavirus. L'évolution des relations du Royaume-Uni avec l'Union européenne et la perspective d'une la signature de la phase 2 de l'accord commercial entre les États-Unis et la Chine restent également à l'horizon et continueront à évoluer tout au long de l'année.



Notre conférencier principal, Ian Bremmer, fondateur et président du groupe Eurasia.

Qu'est-ce que cela signifie pour le Canada?

Les entreprises canadiennes doivent surveiller de près les risques géopolitiques et évaluer l'impact sur leurs chaînes d'approvisionnement et leurs acheteurs. Au-delà des gros titres quotidiens, il est essentiel que les entreprises canadiennes et le gouvernement jouent un rôle actif dans la compréhension et l'orientation des discussions sur les normes mondiales qui ont une incidence sur l'accès aux marchés pour les exportateurs.


Le réseau actuel d'accords de libre-échange du Canada offre aux entreprises canadiennes d'immenses possibilités d'accéder à certaines des plus grandes économies du monde et de diversifier les risques. Cependant, les accords de libre-échange ont des limites, car les pays disposent d'une longue liste d'exemptions. Les petites et moyennes entreprises ont également du mal à tirer pleinement profit de ces accords. Pour tirer profit du libre-échange, il est essentiel que les entreprises canadiennes puissent se livrer à une concurrence équitable en matière d'accès aux marchés.

Les limites que les entreprises s'imposent à elles-mêmes en matière d'accès aux marchés étrangers constituent également un problème, en particulier le rôle essentiel de l'infrastructure dans l'acheminement des produits vers les marchés. En tant que pays, nous devons nous assurer que la capacité des infrastructures existe et que le processus d'approbation ne devienne pas un frein. Les données, en particulier, permettront de réaliser de plus en plus de gains d'efficacité au niveau des infrastructures.

La Chine reste un marché essentiel pour les entreprises canadiennes, malgré les défis importants qu'elle pose, compte tenu de sa taille économique et de sa population. La dimension d'un pays tiers dans nos relations commerciales présente également des risques et des opportunités : un partenariat avec une entreprise chinoise augmente les possibilités des entreprises canadiennes sur certains marchés, tandis que sur d'autres, les entreprises chinoises sont en concurrence avec les entreprises canadiennes pour l'obtention de contrats.

Un marché d'exportation embryonnaire avec un potentiel de croissance a également émergé dans l'industrie canadienne du cannabis, grâce à notre position de pionnier. Les entreprises canadiennes ont accès à des capitaux qui leur permettent de profiter du nombre croissant de pays qui autorisent l'accès au cannabis médical. Le secteur a encore besoin du soutien du gouvernement pour tirer le meilleur parti de son avantage en matière d'innovation.

Dans l'ensemble, les milieux d'affaires canadiens doivent plaider en faveur de leviers politiques au niveau macroéconomique, comme les accords commerciaux, mais aussi en faveur de questions tactiques propres au secteur et favorables au commerce, afin de garantir que nous atteignons notre plein potentiel. La promotion de la «marque Canada» pourrait servir à ouvrir des portes aux entreprises en s'appuyant sur notre historique national. La conduite socialement responsable des entreprises et les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) deviennent également de plus en plus importants pour les entreprises canadiennes afin de maintenir leur compétitivité en tant que partenaires de choix.



James Rajotte, de Rogers Communications, animant une séance de questions-réponses avec Ian Bremmer, du groupe Eurasia.



Une nation d'innovateurs : ce que nous avons entendu

L'économie numérique touche toutes les industries. La technologie continue de renforcer les capacités et les processus humains, et les progrès de l'informatique et des télécommunications ont changé notre façon de concevoir les affaires.

L'impact des nouvelles plateformes, des mégadonnées et des effets de réseau a créé de nouvelles entreprises qui peuvent croître à un rythme exponentiel. L'économie immatérielle, alimentée par les données, les connaissances, la marque et la conception, est devenue une source essentielle de croissance économique et de valeur marchande. Les nouvelles technologies ont sans aucun doute une incidence sur la façon dont nous faisons des affaires, mais la demande de ressources physiques dont l'homme a besoin pour survivre n'en est pas moins importante. Les aspects immatériels et physiques de notre économie coexistent et se confondent de plus en plus lorsqu'il s'agit de l'Internet des objets (IdO).

Dans ce contexte, l'un des principaux défis, et à la fois une possibilité, pour les entreprises canadiennes est de suivre l'évolution rapide de la technologie et des attentes des consommateurs. Les consommateurs comparent leurs attentes plus élevées en matière de prestation de services avec celles de la concurrence directe, mais aussi avec l'expérience utilisateur offerte par toute entreprise. Ces changements rapides reflètent le fait que l'économie numérique connaît une croissance plus rapide que le reste de l'économie.

Qu'est-ce que cela signifie pour le Canada?

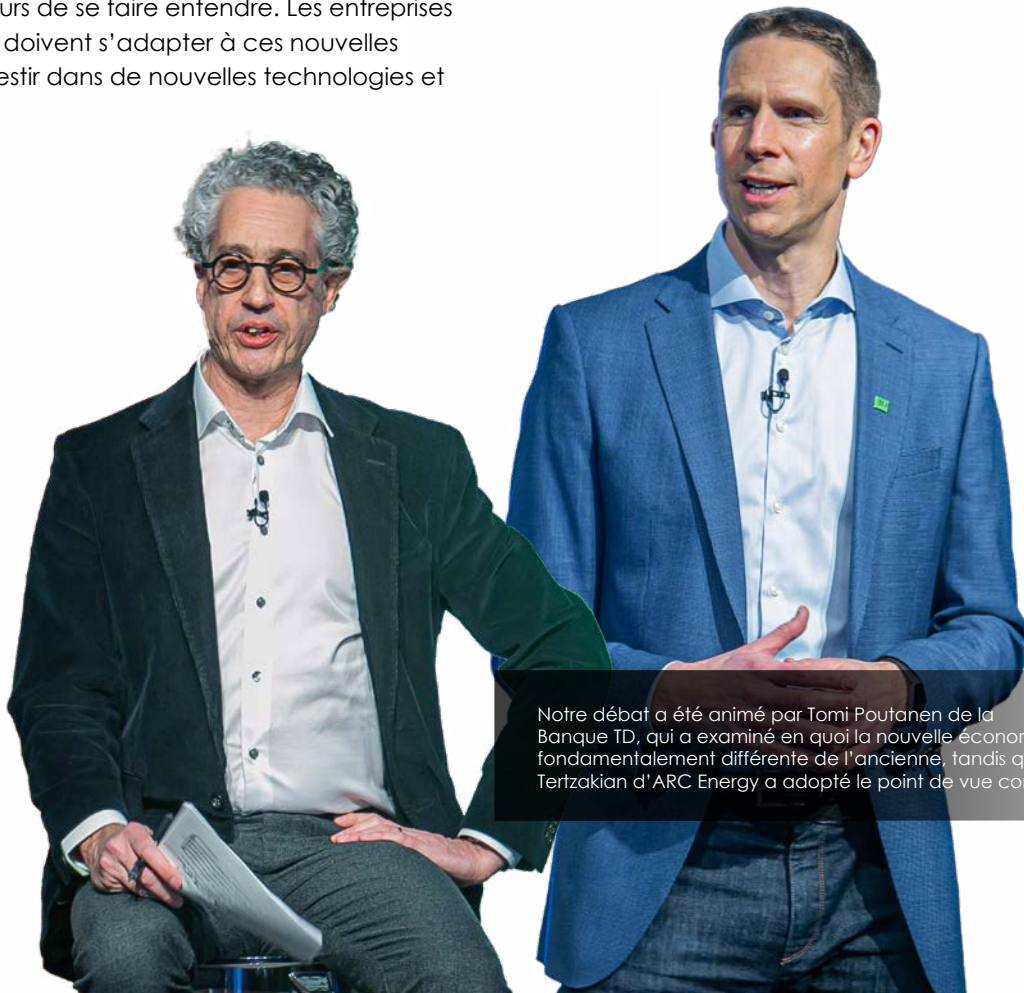
Pour les entreprises canadiennes, la turbulence est la nouvelle norme. Pour que les Canadiens et les entreprises canadiennes puissent en bénéficier et prospérer, il faut que les gouvernements et les entreprises soient plus flexibles et tournés vers l'avenir afin que toutes les industries puissent être compétitives dans une économie de plus en plus connectée.

Le Canada doit veiller à ce que les changements en cours ne laissent pas certains groupes, industries et personnes en marge. Avec l'accélération des changements, il a été particulièrement difficile pour les gouvernements de suivre le rythme et d'assurer la prévisibilité des politiques aux entreprises. Plus précisément, les difficultés liées à la réglementation empêchent souvent le secteur privé d'introduire des technologies, des processus et des infrastructures plus récents.

L'innovation numérique et les progrès en matière de télécommunications permettent d'uniformiser les règles du jeu et permettent aux petites et moyennes entreprises de concurrencer les grandes entreprises établies. Ce nivellement permet également de supprimer les obstacles à la participation des groupes sous-représentés tout en permettant aux consommateurs de se faire entendre. Les entreprises canadiennes doivent s'adapter à ces nouvelles réalités et investir dans de nouvelles technologies et plateformes.

Le Canada jouit de plusieurs avantages en matière d'innovation, comme la recherche appliquée intensive sur des questions comme l'intelligence artificielle et les mégadonnées. Le Canada doit s'appuyer sur la commercialisation à grande échelle pour tirer parti de cette recherche au niveau mondial. Dans une économie de mégadonnées, nous pouvons obtenir un avantage en construisant un écosystème de données solide grâce à des partenariats et des consortiums qui ne se contentent pas de monétiser les données, mais qui créent une véritable valeur avec elles.

Ce faisant, les entreprises canadiennes doivent toutefois prendre conscience que les questions de confidentialité et de sécurité deviennent des questions existentielles. Les entreprises doivent être proactives, transparentes et simples en ce qui concerne les consommateurs et leur information. Le Canada devrait être un chef de file dans la promotion de normes mondiales communes en matière de protection de la vie privée, afin que l'innovation ne soit pas étouffée dans ce pays à cause de règles incohérentes. Le 5G, par exemple, est une décision sur la position que le Canada voulait adopter en matière de normes mondiales.



Notre débat a été animé par Tomi Poutanen de la Banque TD, qui a examiné en quoi la nouvelle économie est fondamentalement différente de l'ancienne, tandis que Peter Tertzakian d'ARC Energy a adopté le point de vue contraire.



Un appel à l'action

Le rôle des entreprises ne se limite pas à la création et à la fourniture de biens et de services que les gens souhaitent ou dont ils ont besoin. Les entreprises jouent un rôle plus important. Elles inventent. Elles innovent. Elles investissent et créent de la richesse. Elles créent les emplois qui nous permettent de subvenir à nos besoins et à ceux de nos familles. De concert avec le gouvernement et d'autres acteurs, elles contribuent à bâtir des communautés fortes et à résoudre les problèmes sociaux.

Les entreprises jouent un rôle essentiel dans la construction et le maintien de notre grande nation. Les entreprises sont importantes pour les personnes dont les revenus du ménage dépendent de leur emploi. Elles sont importantes pour les communautés qui dépendent des entreprises locales pour soutenir l'économie locale. Les entrepreneurs et les créateurs d'emplois canadiens sont le principal moteur de notre économie. En bref, les entreprises sont importantes pour nous tous.

Les entreprises canadiennes forment la première ligne de l'économie, et ce qui les affecte a une incidence sur le bien-être économique de chaque Canadien. Il n'y a pas de solution miracle pour la prospérité de tous les Canadiens sans la croissance des entreprises pour favoriser la création et la durabilité d'emplois nouveaux et mieux rémunérés.

Pour assurer un meilleur avenir à tous les Canadiens, nous encourageons le gouvernement à adopter un plan global de croissance économique dans le budget fédéral de cette année et pour les années à venir. Cela implique de se concentrer sur les domaines prioritaires qui contribueront à améliorer la compétitivité et la productivité pour faire croître notre économie.

Sans une économie forte, notre pays ne sera pas en mesure de relever les importants défis auxquels le Canada est confronté en raison du changement climatique et du vieillissement de la population. Si nous ne mettons pas l'accent sur la croissance, nous ne serons pas en mesure de favoriser l'innovation et de maintenir les services publics essentiels nécessaires pour relever les défis d'une économie durable.

Les entreprises canadiennes ont toujours eu un impact social positif tout au long de l'histoire de notre grande nation. Les gouvernements ne peuvent pas résoudre seuls les problèmes auxquels nous sommes confrontés et, dans de nombreux cas, des investissements commerciaux importants seront nécessaires. La croissance de l'économie canadienne à la recherche d'une société meilleure est la clé pour relever les nombreux défis auxquels nous sommes confrontés.

Les intérêts vitaux du Canada exigent notre engagement actif, car ils sont confrontés à des défis économiques et sociaux sans précédent. Le Canada doit élaborer et mettre en œuvre une stratégie économique cohérente, une stratégie qui vise à améliorer la situation de tous les Canadiens, ce qui nous fait manifestement défaut aujourd'hui. Idéalement, elle serait dirigée par nos dirigeants politiques, mais s'ils sont incapables de le faire, il reviendra aux entreprises de montrer la voie à suivre. L'économie ne nous attendra pas.

Notre président et chef de la direction, l'honorable Perrin Beatty, s'adressant aux participants de notre Sommet économique Canada 360°.



Canadian
Chamber of
Commerce

Chambre de
Commerce
du Canada

Vous n'êtes pas membre de la la Chambre de commerce du Canada? Rejoignez aujourd'hui!

Que vous souhaitiez modifier la politique gouvernementale ou orienter des programmes pour aider vos produits à accéder à de nouveaux marchés, réduire vos dépenses ou établir de nouvelles relations, le fait d'être membre de la Chambre de commerce du Canada vous donne un avantage certain.

Grâce à votre engagement auprès de la Chambre, vous:

- Contribuez à l'élaboration de politiques et à des initiatives de représentation des intérêts qui auront un impact positif sur l'économie canadienne.
- Obtenez des renseignements pertinents sur l'industrie et des renseignements à jour sur les politiques pour vous aider à prendre des décisions.
- Profitez des services dont vous avez besoin pour accroître votre productivité, économiser de l'argent et vous aider à atteindre vos objectifs.
- Entrez en contact avec plus de 450 chambres, ce qui vous permet de rejoindre plus de 200 000 entreprises canadiennes, vos futurs clients.
- Établissez des liens grâce à de bonnes occasions de réseautage.

En tant que membre de la Chambre de commerce du Canada, vous faites partie d'un réseau dont l'objectif est simple : aider les entreprises à réussir et nos familles, nos communautés et notre pays à prospérer.

Pour en savoir plus sur la façon dont vous pouvez devenir membre du réseau d'affaires le plus influent au Canada, veuillez communiquer avec :

Jean-Jacques Hermans

Premier vice-président, Relations corporatives et Services
514 866-4334 (4223)



@CdnChamberofCom

